



84 ONG appellent à l'arrêt du commerce avec les colonies israéliennes

Description

Plus de 80 ONG lancent aujourd'hui la campagne « Stop au commerce avec les colonies », pour exiger des États européens qu'ils interdisent le commerce avec les colonies israéliennes de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Par Agence Média Palestine, le 15 septembre 2025



« Depuis des décennies, Israël étend ses colonies illégales en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, entraînant confiscation des terres, accaparement des ressources, restrictions à la circulation et aux services essentiels. Ces pratiques plongent des millions de Palestiniens dans la pauvreté et bloquent tout développement économique, tandis que des firmes internationales, guidées par le profit, deviennent des acteurs clés de cette colonisation illégale. »

C'est dans ces mots qu'Oxfam annonce, en même temps que la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et des dizaines d'autres ONG, une vaste campagne pour exhorter les États européens à interdire le commerce avec les colonies illégales israéliennes.

Dans un rapport commun (disponible [ici](#)), elles pointent du doigt plusieurs entreprises dont Carrefour France, la société de voyages eDreams-Opodo en Espagne, le groupe allemand TUI, le britannique JCB ou encore Siemens, Maersk et la banque Barclays, qui sont cités pour des partenariats, des transports ou des financements liés aux colonies israéliennes.

S'appuyant sur l'avis de la Cour internationale de justice de l'UE de juillet 2024, qui impose aux États de ne pas entretenir de relations économiques renforçant cette occupation, la campagne « Stop au commerce avec les colonies » rappelle que cet avis ne concerne pas que les acteurs israéliens mais aussi les multinationales qui commercent avec les colons sur des terres spoliées.

« Les entreprises étrangères qui soutiennent les colonies israéliennes illégales portent une responsabilité directe dans les violations des droits humains, c'est le cas de Carrefour qui poursuit ses activités dans ces territoires occupés », clame le communiqué d'Oxfam sur son site, accompagné d'une [pétition](#) demandant au groupe Carrefour « de cesser toute activité qui contribue à l'expansion des colonies illégales et aux violations des droits du peuple palestinien. »

Les 84 ONG demandent à l'UE d'adopter une législation claire condamnant tout commerce avec les colonies israéliennes, mais également de suspendre ou de réviser l'accord d'association UE-Israël, « tant que le pays ne respecte pas le droit international. »

Économie du génocide

La désignation des entreprises qui contribuent à l'économie des colonies israéliennes comme complices, portée depuis des années par la campagne palestinienne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), a été soulignée en juillet dernier par un rapport détaillé de la rapporteuse des droits Francesca Albanese, « [D'une économie de l'occupation à une économie du génocide](#) ».

Le rapport accusait ces entreprises de ne s'être pas engagées de l'occupation israélienne pendant des années, mais aussi et surtout d'avoir contribué à l'accélération du processus de déplacement-remplacement tout au long de la campagne militaire génocidaire en cours à Gaza. Le rapport révélait également que depuis deux ans, la Bourse de Tel-Aviv a progressé de 179 %, gagnant 157,9 milliards de dollars en valeur boursière.

« Beaucoup trop d'entreprises ont profité de l'économie israélienne fondée sur l'occupation illégale, l'apartheid et, aujourd'hui, le génocide. La complicité mise au jour dans ce rapport n'est que la partie émergée de l'iceberg », affirmait le rapport, qui pointait du doigt plus de 60 multinationales dont Google, Amazon et Microsoft.

Francesca Albanese appelait avec ce rapport les États membres de l'ONU à imposer des sanctions et un embargo total sur les armes à Israël, et à suspendre tous les accords commerciaux et les relations avec les investisseurs qui mettent en danger les Palestiniens. « Il s'agit d'une étape nécessaire pour mettre fin au génocide et démanteler le système mondial qui a rendu possible », rappelle-t-elle.

Un week-end d'actions de boycott

En septembre 2024, lâ??assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations Unies (AGNU) a votÃ© Ã une Ã©crasante majoritÃ© en faveur de sanctions contre IsraÃ«l, pour la premiÃ¨re fois depuis des dÃ©cennies et en rpÃ©onse directe Ã lâ??avis de la CIJ. *Comme ultimatum, lâ??AGNU a donnÃ© Ã IsraÃ«l jusqu'au 18 septembre 2025 pour mettre fin Ã son occupation illÃ©gale de Gaza et de la Cisjordanie, y compris JÃ©rusalem-Est.*

Rendez-vous est donc pris le 18 septembre pour les militant-es de la campagne BDS, qui appellent Ã un week-end d'Ã©action mondiale sous le signe [#DisruptComplicity](#), Ã « brisons la complicitÃ© ». De nombreuses actions sont prÃ©vues dans de nombreux pays, allant de la simple opÃ©ration de tractage Ã la manifestation en passant par des actions perturbatrices pacifiques devant les services gouvernementaux.

En France, le 18 septembre correspond Ã©galement Ã un appel syndical Ã la grÃ¨ve, qui suit les appels du mouvement social Ã « Bloquons tout ». Si les revendications premiÃ¨res de ce mouvement sont Ã©conomiques, les militant-es de la cause palestinienne appellent Ã s'emparer de la date pour dÃ©noncer la complicitÃ© du gouvernement franÃ§ais dans le gÃ©nocide Ã Gaza.

date crÃ©Ã©e
2025/09/15